

# Turquie : les tabous d'une démocratie

mercredi 12 mai 2010, par [Altan Gökalp](#)

*“Vivre comme un arbre seul et libre, vivre en frères comme les arbres d'une forêt.” (Nazim Hikmet)*

**Question kurde, génocide arménien, discriminations sexuelles, laïcité à outrance ou islamisme radical... autant de défis à l'expression des libertés dans une république singulière.**

Peut-on tout penser, tout dire, tout faire ? En Turquie comme ailleurs, la législation, l'état de la société et les traditions modulent sinon jugulent les “degrés de liberté”.

Mais tout d'abord, une curiosité : quels sont les mots pour dire la liberté en Turquie ?

Trois sont en usage. Ils viennent de registres historiques et culturels différents et sont devenus des concepts non interchangeables, avec des champs sémantiques qui se recoupent sans se recouvrir. Le premier est özgürlük, “nouveau” (du turc et républicain). Le deuxième est hürriyet, “liberté” (arabe/ottoman) : les Jeunes Turcs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle revendiquaient l'équivalent de “Liberté, Egalité, Fraternité” sous la forme “Liberté, Egalité, Justice” - Hürriyet, Müsavat, Adalet. Enfin le troisième est serbest, “libre, ne faisant que selon sa conscience” (ser signifie “tête” en persan)...

Pourquoi trois fonds linguistiques, culturels et historiques pour exprimer un concept si évident, la liberté ? Comme dans la métaphore de l'arbre et de la forêt de Nazim Hikmet, qui connut treize ans de prison et l'exil jusqu'à la fin de ses jours, la liberté reste un défi et un horizon multiples en Turquie, et la multiplicité des concepts pour l'exprimer reflète ce travail de Sisyphe.

En revanche (restons dans le registre linguistique et sémantique), l'“interdit” ne s'encombre pas de nuances : le terme yasak qui l'exprime est pan-turc et existe depuis les premiers textes turcs en caractères runiques de la haute Asie au VIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne. Le verbe yasamak signifie “régner en établissant la loi”. Son sens n'a guère varié aujourd'hui en Turquie, et le substantif yasak désigne tout ce qui est interdit. Les univers arabe et persan sont relégués au registre historique en l'occurrence.

Voilà, signalé brièvement ici, le paradigme conceptuel qui situe l'espace, non pas de la liberté mais des libertés, dans l'univers turc contemporain.

Quels sont maintenant les espaces et les lieux principaux qui définissent et encadrent les libertés en Turquie, pays qui a choisi la démocratie à l'occidentale comme mode de gouvernance (pas seulement formel mais aussi réel) au sein d'une république laïque ? Entre les principes affirmés et invoqués, et le réel, l'écart existe bien entendu, et il peut être parfois considérable...

Plutôt que de questionner les institutions, nous envisagerons ici la culture, héritière d'une longue tradition ottomane et musulmane, et l'ordre social marqué par un autoritarisme et un sens de la hiérarchie à tous les niveaux. L'ordre familial, aujourd'hui encore, discrimine quant à lui très fortement, par la gestion des identités sexuelles, la séniorité et les arcanes d'un vaste système d'alliances à base lignagère : en l'occurrence, on peut parler sans exagération de la métaphore du “trou noir de la famille turque”, obstacle principal à l'individuation, à l'émergence du sujet maître de son destin.

Quelles sont les lignes de fracture où l'exercice des libertés fait problème en Turquie ? Voyons les plus significatives pour un tableau rapide de la situation.

## Islam et laïcité

La Turquie occupe une position singulière dans l'univers musulman : l'islam imprègne la société et les mœurs, alors qu'une laïcité kémaliste infiniment plus dure que la laïcité à la française impose une loi d'airain à la société politique. En matière de défense de la laïcité, la législation française est un monument de tolérance comparée à celle de la Turquie.

L'islam d'abord, comme limite aux libertés. En dépit de toutes les affirmations récurrentes sur la "tolérance islamique", il faut aller à la racine des choses.

Il est certes beaucoup question de "dialogue" entre les religions sur des thèmes convenus : ainsi, les musulmans célèbrent-ils Abraham, le père symbolique des "gens du Livre" (ahl-al-kitâb)... Mais il s'agit souvent d'un dialogue de sourds : le "frère" dont on affirme vouloir partager l'ascendance reste quand même un "dénégateur", un "mécrist" - un kâfir. Rien n'est simple.

Allons plus loin avec ce texte peu connu de Claude Lévi-Strauss sur l'islam, dans *Tristes Tropiques* (1955) :

"Sur le plan esthétique, le puritanisme islamique, renonçant à abolir la sensualité, s'est contenté de la réduire à ses formes mineures : parfums, dentelles, broderies et jardins. Sur le plan moral, on se heurte à la même équivoque d'une tolérance affichée en dépit d'un prosélytisme dont le caractère compulsif est évident. En fait, le contact des non-musulmans les angoisse. Leur genre de vie provincial se perpétue sous la menace d'autres genres de vie, plus libres et plus souples que le leur, et qui risquent de l'altérer par la seule contiguïté."

"Plutôt, d'ailleurs, que de parler de tolérance, il vaut mieux dire que cette tolérance, dans la mesure où elle existe, est une perpétuelle victoire sur eux-mêmes. En la préconisant, le Prophète les a placés dans une situation de crise permanente, qui résulte de la contradiction entre la pensée universelle de la révélation et l'admission de la pluralité des fois religieuses."

"En vain d'ailleurs les musulmans tirent vanité de ce qu'ils professent la valeur universelle de grands principes : liberté, égalité, tolérance ; et ils révoquent le crédit à quoi ils prétendent en affirmant du même jet qu'ils sont les seuls à les pratiquer."

Le jugement est dur et, de nos jours, politically incorrect... Mais il éclaire bien des aspects du prétendu "choc des civilisations", cette imposture avec laquelle on nous rebat les oreilles.

En Turquie, la mobilisation islamique récente et présente représente quelque 30 % de la base électorale du pays (dont 10-15 % sont pour l'ordre de la charia, une "dose" qui correspond à la base fascisante dure de Le Pen - on n'en meurt pas). Cette mobilisation occupe les esprits et le devant de la scène.

La mobilisation "laïcarde" kémaliste n'est quant à elle pas en reste : tant que l'armée (les médias l'invoquent avec l'acronyme TSK pour personnaliser, à l'instar de Tsahal en Israël, son identité et son autorité morale et autonome) est l'instance de défense absolue de l'héritage laïc kémaliste, c'est la loi laïque qui règne. La guerre de religion dans la Turquie kémaliste ressemble en bien des points à la situation française sous la III<sup>e</sup> République : par exemple, elle a conduit l'actuel Premier ministre islamiste Tayyip Erdogan en prison pour avoir osé dire lors d'une réunion publique en décembre 1997 : "Les mosquées sont nos casernes !"

On ne peut pas "tout dire" en Turquie.

### **On ne peut pas s'attaquer aux symboles de la république**

C'est un tabou absolu : maltraiter le drapeau national (l'insulter verbalement, le piétiner, le déchirer ou le

brûler) conduit tout droit en taule – des marins US éméchés et en goguette en ont souvent fait les frais par le passé.

On peut être embarqué manu militari pour avoir déchiré ostensiblement un billet de banque[2]  
Serge Gainsbourg aurait été bon pour les galères avec son allume-cigare en billet de 500 francs.

On n'insulte ni la nation ni le président de la République (on peut le faire pour le Premier ministre). On n'insulte pas l'armée, qui est la quintessence de la nation – cela va de soi.

Ce tableau du rapport aux lieux symboliques du syntagme républicain trouve sa genèse et sa raison d'être dans la transition d'un Empire ottoman implosé, "trahi" par les siens, c'est-à-dire par les nationalismes grecs, balkaniques, arméniens et surtout arabes, coreligionnaires des Turcs et "donc" impardonnables.

Le projet de dépeçage de l'Empire ottoman vaincu par le traité de Sèvres du 10 août 1920 (non signé ni ratifié et devenu sans objet avec la victoire kémaliste) et le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 qui consacre la République turque dans son identité et son territoire national restent un syndrome permanent.

Les diktats de l'Union européenne pour que la Turquie soit présentable comme "membre de la famille" sont jugés par les Turcs à l'aune du traité de Sèvres, qui ne cesse de revenir sur le tapis. Tout le monde ou presque (à part les islamistes, pour qui l'Europe est la garante de la fin de la toute-puissance de l'armée kémaliste) est à l'unisson pour traquer le cadavre qui bouge : Sèvres.

À l'instar des Grecs, qui se considèrent comme "un peuple sans frères" (anadelphos laos), les Turcs se répètent sans cesse : "Le Turc n'a pas d'amis" (Türkün dostu olmaz). Un tel syndrome de forteresse assiégée n'incite certainement pas au laisser-aller bienveillant d'une tolérance de bon aloi. Mais, paradoxalement, le concept turc de tolérance est plus "dialogique" (se penser en l'autre de l'autre) que celui d'une "tolérance" univoque – accepter l'autre malgré... En effet, le terme turc *hosgörü* signifie "envisager l'autre avec faveur". En principe, c'est cette conception qui était à la base de la tolérance ottomane pour ses communautés juives et chrétiennes.

Le nationalisme républicain kémaliste, laïc, est de type herderien[3] : ce ne sont ni l'appartenance religieuse ni l'origine ethnique qui font la nation et le citoyen, mais la langue turque, "nouvelle" et établie dans les années 1920 pour tourner définitivement le dos au monde ottoman – est turc celui qui est citoyen de la république et qui parle le turc. Le principe, novateur pour un Etat-nation moderne qui naît sur les cendres de l'Empire ottoman implosé, est naturellement en porte-à-faux absolu eu égard aux principes de diversité culturelle, ethnique, linguistique et confessionnelle qui prévalent aujourd'hui dans l'Union européenne. Les Turcs qui frappent à la porte depuis longtemps n'envisagent certainement pas avec faveur (c'est un euphémisme) ces altérités identitaires multiples.

Au plan idéologique et politique, donc, la Turquie se trouve dans une configuration singulière : la modernisation occidentale sur un modèle weberien, imposée avec une main de fer par Atatürk, est devenue une doctrine politique, juridique et idéologique dont l'armée s'est emparée pour en assurer la pérennité avec un autoritarisme sans faille. Mais la modernisation kémaliste, une des plus remarquables du xx<sup>e</sup> siècle, n'est pas un projet de modernité. Ça l'était certes au début, par exemple pour la libération de la femme turque, mais les épigones du kémalisme ont esquivé la problématique de la modernité, la modernisation et le progrès étant censés y conduire naturellement. Dans les débats indigents qui animent le champ politique français au sujet du caractère européen de la Turquie, Jacques Chirac a eu une formule heureuse : "La Turquie est fille de Byzance." On oublie très souvent que la Turquie kémaliste est aussi fille d'Auguste Comte et de Durkheim... sans remonter aux expériences de phalanstères au XIX<sup>e</sup> siècle.

En face, les tenants de l'islamisme, plus provinciaux et ennemis du centralisme jacobin, se sont organisés dans la clandestinité jusqu'aux années 1950, puis ils sont passés au politique à ciel ouvert sur le thème des libertés : liberté de conscience contre la laïcité et libertés politiques en réclamant le pouvoir de s'organiser sur des thèmes islamistes (constitutionnellement interdits). Dans la foulée du gauchisme et du maoïsme (dont de nombreux transfuges ont rejoint la cause islamique en Turquie), l'islamisme radical a su construire une problématique de la modernité qui fait défaut aux kémalistes. En intégrant le concept du

“retard” par rapport à la technologie occidentale, le dilemme des islamistes turcs est : faut-il islamiser la modernité, ou bien moderniser l’islam (la réforme) ?

Une chose est claire : ce n’est plus le clivage droite/gauche qui divise la Turquie aujourd’hui. Sorti de ses voies souterraines, en phase avec l’islamisme global, l’islam turc est devenu une des trois “failles” de la société turque qui sont autant d’espaces d’obstacles à la liberté : la question kurde, l’ultranationalisme et l’islamisme radical.

L’islamisme se présente surtout comme la mise en œuvre d’un “ordre moral islamique”. La lutte pour le port du “turban” (foulard islamique en France) est emblématique : ce n’est pas la revendication d’un “droit”. Le port du turban n’est interdit que dans les administrations et établissements publics. C’est un signe de reconnaissance et un drapeau identitaire de l’obéissance islamiste.

## **Vérités historiques et croyances nationales**

Deux grandes questions empoisonnent la vie sociale, culturelle et politique turque : la reconnaissance du génocide arménien et le nationalisme kurde. Ces deux épines dans le pied servent de justification au constat selon lequel “le Turc n’a pas d’amis”. En y ajoutant la question chypriote, tous les ingrédients de la réaction ultranationaliste violente sont réunis. Le nouveau code pénal “pénalise” la reconnaissance de ces trois lieux de “mise en danger de la nation turque”.

S’agissant de la question du génocide, la reconnaissance concerne les massacres massifs consécutifs à une opération de déportation de masse (tehcir). Cette déportation est intervenue quelques mois après une hécatombe (en quelques jours) de près de 120 000 soldats ottomans, gelés sur pieds dans les montagnes de l’Anatolie orientale en janvier 1915 face à l’avancée russe dans le Caucase. Le responsable principal de l’hécatombe est sans conteste Enver Pacha, inspecteur général et chouchou du Palais, qui envoya ses soldats à l’abattoir. Mais les Arméniens (appelés alors millet-i-sadika, la “nation fidèle”), qui représentaient la plus forte minorité ethno-religieuse des sept provinces limitrophes du front, ont choisi, les armes à la main, le camp russe. Cependant, ces “alliés” (Français, Anglais, Russes et autres) ne furent pas, comme promis, au rendez-vous pour aider et sauver un peuple entier du martyr... Le travail de mémoire a des limites bien commodes parfois.

Ce travail-là n’a pas eu lieu en Turquie : entre la culpabilité et la honte, l’Orient choisit souvent la honte. Mais celle-ci est enfouie. Par delà le déni des pouvoirs publics en Turquie, qui anticipent des revendications territoriales, des indemnités et autres sur le modèle de la Shoah, la conscience de l’opinion turque s’interroge sans cesse sur les manières de revenir sur ce crime indicible.

Toutefois, la question est loin d’être taboue et tue en Turquie, contrairement à ce qu’on affirme un peu partout. La contrition est omniprésente : livres, témoignages, réunions se multiplient ; les films d’Atom Egoyan passent dans les salles publiques et sont discutés ; une très grande enquête scientifique, réalisée par TESEV, un organisme de recherche de réputation internationale, a été menée en Turquie et en Arménie sur la vision réciproque et présente des deux peuples ; un quotidien arménien qui paraît à Istanbul, Agos, et son éditeur Hrant Dink tiennent la dragée haute à tous les négateurs dans le pays avec l’appui massif de l’intelligentsia turque pour que le débat s’instaure enfin, sur la base de la vérité historique et non sur celle des croyances. La question n’est plus taboue en Turquie.

L’autre “faille”, la question kurde, est plus aiguë par ses conséquences immédiates. Les Kurdes “ethnolinguistiques” représenteraient, dans une Turquie de 70 millions d’âmes, quelque 15 millions de personnes. Mais qui est Kurde en Turquie ? Faut-il se référer au faciès ? Est-ce celui qui parle la langue ? Mais à cette aune, il n’y aurait pas beaucoup de Bretons en France. Ou encore celui qui se revendique comme tel ? Certainement, mais dans ce cas, on entre dans la logique des 10 millions de Turcs d’origine balkanique qui vivent dans le pays et qui se reconnaissent comme albanais, bosniaques, bulgares, épirotes, etc., sans revendiquer d’autres droits que la citoyenneté. On ne dénombre pas moins de quelque 60 “communautés” ethnolinguistiques en Turquie ; leurs quêtes et pratiques identitaires relèvent

généralement, sinon du folklore, d'une revendication de la différence culturelle de bon aloi...

La question kurde est différente parce qu'il s'agit d'un peuple autochtone de l'Anatolie qui ne s'est jamais constitué en formation politique autre que tribale, suzeraine dans l'Empire ottoman, et qui, bien qu'ayant pris une part majeure à la guerre d'indépendance nationale kémaliste, ne bénéficia pas, lors du traité de Lausanne, d'un statut de minorité, à l'instar des communautés juives et chrétiennes.

"Les Kurdes sont musulmans et ne sont donc pas une minorité dans la Turquie nouvelle" : telle est l'assertion qui, au prix de nombreux soulèvements durement réprimés, a relégué les populations des régions du sud-est du pays dans le sous-développement multiforme (économie, administration, justice, santé...).

L'"euphémisation" est une manie bien turque qui ne s'applique pas qu'à la politique. Chez les Turcs anciens de la haute Asie, l'habitude était fréquente de tabouer un nom que l'on ne voulait pas invoquer, à l'instar d'une "longue et douloureuse maladie". Ainsi l'ours était-il nommé "le gros fils", le lapin "celui qui court vite" et les esprits malfaisants "les maîtres du céans". Dans l'épopée médiévale fondamentale des Turcs, Le Livre de Dede Korkut[4], "le Nain" est appelé "Grandi à l'Envers" et les gamins s'appellent "Nez de Merde" pour éloigner les mauvais esprits. Le fait d'avoir appelé les Kurdes "les Turcs montagnards", ou le Kurdistan "le Sud-Est" relève de la même logique immémoriale, même si l'intention est malveillante.

Plus de 30 000 personnes sont mortes dans cette véritable guerre d'Algérie qui mine la société turque. L'une a laissé des traces dans toutes les familles françaises ; la guerre kurde de la Turquie touche les familles turques en leur cœur même : en effet, il n'y a pas de familles en Turquie qui ne comptent pas des Kurdes comme ascendants, descendants, collatéraux ou alliés. Tout se passe comme si, de même que pour les Arméniens de 1915, la trahison frappait au cœur même de la famille, appelant une rancœur et une haine irrépressibles...

Ironie du sort : l'obédience de plus en plus grande de la Turquie vis-à-vis des exigences européennes amène les pouvoirs en place à se conformer aux conditions de Copenhague et à accorder aux Kurdes leurs droits linguistiques et culturels, refusés depuis des décennies. Toutefois, la question kurde ne concerne pas seulement la Turquie : elle implique l'Irak au plus haut point, la Syrie et l'Iran, sans compter les pays du Caucase postsoviétique (toute cette région de la pétaudière qu'est le Proche-Orient).

En d'autres termes, s'il n'y a plus de tabou sur la question kurde en Turquie aujourd'hui, celle-ci reste entière en ce qui concerne l'exercice serein des libertés fondamentales reconnues et garanties par la République.

## **Le poids des traditions**

Les bouleversements démographiques qui débutèrent avec le plan Marshall à la fin de la Seconde Guerre mondiale ont commencé par vider le village turc de ses habitants et de sa substance. Ce fut "la fin des paysans", selon la belle formule d'Henri Mendras. Cet exode rural fut accompagné à partir des années 1960 par l'émigration de quelque 4 millions de personnes vers l'Europe industrielle. A l'horizon des années 2020, avec la désertification de l'intérieur, plus de 80 % de la population du pays serait amenée à peupler le littoral anatolien.

En d'autres termes, la nature du lien social est bouleversé, et les cadres socioculturels qui le structuraient relèvent désormais plus de l'imaginaire et du symbolique que du réel. Toutes les instances symboliques et emblématiques se crispent pour donner le change et se donner le sentiment d'exister. Dans une culture de la discrétion, l'ostentation est devenue la règle.

C'est dans cette frustration relative que font florès les pratiques les plus rigides d'un réancrage dans la tradition. Avec une conséquence grave : lorsqu'on entre dans une logique de l'ostentation et de l'économie de l'honneur, cela relève du capitalisme sauvage... En Méditerranée, l'honneur des hommes passe par le

sexe de leurs femmes. Ainsi, dans un pays qui fut le premier pays musulman pour la libération de la femme, sous Atatürk, l'accès à ces libertés relève aujourd'hui de la guerre quotidienne et permanente : entre l'ordre moral islamiste, qui tente d'embrigader à sa cause une société ex-rurale qui a perdu ses repères et ses valeurs, et la petite bourgeoisie néo-urbaine, on assiste à la réinvention des traditions... et à cette horreur qui monte en puissance en dépit des rigueurs de la législation : les crimes d'honneur. L'exécution par les membres de la famille des filles et des femmes qui refusent de vivre sous le joug masculin, familial et lignager pour tenter de construire leur destin individuel atteint une fréquence jamais rencontrée auparavant. Il convient de relever aussi que la grande majorité de ces crimes contre l'humanité (il s'agit bien de la négation de la femme dans son identité humaine) intervient au sein d'une société qui lutte pour la reconnaissance de ses libertés, la société kurde, détail que les médias "droits-de-l'hommes" omettent de relever et de signaler...

L'état des libertés en Turquie : vaste programme ; gageures : civilisation, culture, Etat, société, famille, individu. Nous avons tenté de mettre en perspective, brièvement les raisons et les raisons d'être des entraves au plein exercice des libertés qui sont par ailleurs reconnues dans le droit et ses applications.

C'est peut-être là qu'il convient de signaler une dimension qui sous-tend l'"exception turque" dans son environnement musulman et méditerranéen : un principe de pragmatisme que l'on peut observer depuis les premières traces écrites par les Turcs en turc dans l'histoire, au VII<sup>e</sup> siècle. A quelques rares exceptions près, ceux-ci n'ont jamais produit de théories ni de théoriciens - qu'il s'agisse de la politique, des arts, de la culture ou de la religion. En revanche, l'Empire ottoman, un des plus vastes et des plus durables de l'histoire, se présente comme un monument de pragmatisme en tous lieux et en tous temps : le despotisme oriental tant célébré ne fut ni un dogme ni une doctrine - Marx ne fut pas brillant pour théoriser sur "le mode de production asiatique" à partir du système ottoman. On peut multiplier les exemples ne serait-ce qu'à travers le devenir de l'immigration turque en Europe.

Au fond, c'est cette permanence d'une vision pragmatique du monde qui laisserait ses chances aux lieux et aux pratiques des libertés.

### **Notes :**

[ 1] Altan Gokalp, anthropologue, était directeur de recherche au CNRS. Traducteur de l'écrivain turc Yachar Kemal, il a notamment publié, avec Louis Bazin, *Le Livre de Dede Korkut*, récit de la Geste oghuz (éd. Gallimard, 1998).

[ 2] Expérience personnelle de l'auteur de ces lignes. (Toutes les notes sont de l'auteur.)

[ 3] Il est des nations où c'est la langue et non l'origine ethnique qui fait la nation.

[ 4] Cf. Altan Gokalp et Louis Bazin, *Le Livre de Dede Korkut*, Ed. Gallimard, 1998.

### POUR CITER CET ARTICLE

Altan Gokalp « Turquie : les tabous d'une démocratie », *La pensée de midi* 3/2006 (N° 19), p. 38-49.

---

### **Sources**

Source : *La pensée de midi* 3/2006 (N° 19), p. 38-49.